

Croissance économique et inégalités

La période des Trente Glorieuses avait fait croire que la croissance exceptionnelle de la période avait permis de gommer les inégalités sociales. La fin de cette période de croissance au début des années 1970 et les politiques économiques suivies par la suite ont montré que le lien croissance- inégalités était complexe, fragile et réversible. La mondialisation, à partir des années 1990, tout comme la dernière crise de 2008 ont aussi apporté des éclairages nouveaux sur le lien croissance économique et inégalités d'où le regain récent d'analyses sur ce thème

I. La croissance créatrice et/ou réductrice d'inégalités

A. La croissance peut être créatrice d'inégalités

- La recherche de la croissance intensive reposant sur des gains de productivité amène les économies à privilégier les emplois qualifiés, surtout dans les secteurs-moteurs, et donc participe à un accroissement des inégalités salariales.
- Selon F. Bourguignon, la croissance du commerce mondial a accentué les inégalités internes aux pays (dans les pays développés et aussi les pays émergents). J. Stiglitz montre même qu'une pauvreté absolue réapparaît dans des pays comme les États-Unis.
- La croissance même ralentie depuis 1980 a vu apparaître une nouvelle pauvreté. Les taux de pauvreté relative ont augmenté dans les pays développés et la pauvreté absolue reste élevée dans le monde.
- Selon T. Piketty, le retour des inégalités sur la période récente provient essentiellement d'une augmentation des revenus du capital.

B. La croissance participe à la réduction des inégalités

- Sur la période des Trente Glorieuses, la forte croissance économique a permis une réduction des inégalités en particulier de revenu (courbe de Kuznets).
- Cette réduction des inégalités, sur la période des Trente Glorieuses, a été permise certes par la croissance mais aussi par une action correctrice des inégalités de la part de l'État grâce à ses actions sur les revenus (création et hausse du SMIG puis du SMIC, hausse des revenus de transfert, ...).
- La croissance du commerce mondial depuis les années 1990 a réduit les inégalités entre les pays même si ces inégalités restent fortes (F. Bourguignon). Cette réduction des inégalités mondiales provient essentiellement de la croissance des pays émergents. La principale responsable est la croissance économique des pays émergents. Cependant, tous les pays ne profitent pas de la même manière de cette réduction, en particulier les pays africains. Si la pauvreté dans le monde baisse, les inégalités face à cette pauvreté augmentent.

II. Les inégalités de revenus sont-elles des stimulants à la croissance ou faut-il réduire les inégalités pour entrevoir le retour de la croissance ?

A. Des inégalités comme stimulants de la croissance

- Depuis les travaux d'inspiration libérale de F. Hayek (1899-1992) et de Robert Nozick (1938-2002), les inégalités de revenu sont non seulement considérées comme justes mais aussi comme efficaces pour la croissance car elles créent des incitations à l'effort productif.

Les individus sont, pour ces auteurs, rémunérés à hauteur de leur

productivité marginale. Gregory Mankiw (travaux récents) défend cette position en utilisant une théorie de la justice s'appuyant sur « l'équité méritocratique ».

- Les inégalités de revenu permettent de dégager une épargne (des ménages comme des entreprises avec les profits) qui s'orienterait vers l'investissement et la croissance. Dans ce cadre, les revenus financiers devraient permettre un financement actif des investissements productifs.
- La lutte contre les inégalités se traduit par des hausses d'impôts pour les catégories sociales aisées. Cela a pour effet de réduire leur épargne et donc les ressources disponibles pour l'investissement. Les libéraux en concluent que la lutte contre les inégalités va à l'encontre de la croissance car surtout, la redistribution peut être contre-productive (théorème d'équivalences de Ricardo-Barro).
- Les hauts revenus ont de réelles capacités en termes de consommation (dans les biens de luxe par exemple) et d'épargne qu'ils font conserver et mobiliser pour la croissance.

B. La réduction des inégalités est nécessaire à la croissance

- Les effets néfastes des inégalités sur la croissance économique justifient leur réduction. Les travaux récents du FMI montrent qu'une plus grande égalité se traduit par une croissance plus forte entre les pays et au sein des pays. « Plus la fortune des riches s'accroît, moins forte est la croissance (C. Lagarde, directrice générale du FMI) ». Cette position nouvelle du FMI montre la nécessité de réduire les inégalités pour entrevoir le retour de la croissance.
- Pour l'OCDE, le constat d'une relation positive entre réduction des inégalités et croissance économique se vérifie sur la période récente (cas des pays d'Amérique latine et d'une bonne partie des pays émergents). L'accroissement des inégalités de revenus au cours des vingt années (1985-2005) aurait fait perdre, entre 1990 et 2010, près de 10 points de PIB à des pays comme le Mexique ou la Nouvelle-Zélande.
- Les inégalités de revenu agissent comme une limitation de la consommation alors que la consommation reste le premier facteur de croissance
- Des inégalités faibles sont vecteurs de paix sociale, favorables à la croissance économique. Les inégalités entravent également l'accumulation du capital humain limitant la mobilité sociale et le développement des compétences.

CONCLUSION

La relation entre croissance économique et inégalités sociales est complexe et multiple. La croissance économique n'est pas une condition suffisante pour qu'une réduction des inégalités soit observée. Il y a des choix à réaliser dans les politiques économiques et sociales pour orienter les revenus vers une société plus juste au sens de J. Rawls. En cela, le rôle des institutions est fondamental.